

# Les prodromes des guerres du golfe.

L'ensemble de la région explicitement appelée le "Croissant fertile" a été déterminé durant des siècles par une alternance/combinaison entre un mode de production de type tributaire proche du mode de production asiatique et un mode de production de type féodal. La situation de cette aire géopolitique est en cela très similaire à celle qui a prévalu pendant des siècles en Chine et en Inde<sup>1</sup>.

A des phases de faible surproduit agricole et de multiples catastrophes naturelles pendant lesquelles s'affirme un fort pouvoir étatique central capable de réaliser les grands travaux nécessaires à la culture des terres (barrages, canaux, transfert autoritaire de l'excédent agricole des zones fertiles vers les zones sinistrées...) succèdent des périodes de plus grand surproduit agricole, relativement meilleures sur le plan climatique qui permettent au mode de production féodal (féodalité byzantine suivie par les Califats) de s'installer sur l'éclatement de la propriété étatique des terres (miri). Les conditions géographiques de la production et de la circulation mondiale de marchandises (le Moyen-Orient était une voie de passage obligée pour les commerçants oeuvrant entre l'Europe et l'Asie, il est donc l'objet de nombreuses convoitises, invasions, guerres etc.) de cette région n'ont pas permis un développement suffisant du capital commercial et du surproduit agricole nécessaire pour y implanter solidement le capital productif. En ce sens la formation d'une forte bourgeoisie industrielle autochtone et d'un ou plusieurs Etats capitalistes souverains<sup>2</sup> n'ont jamais été de mise.

*"Les puissances coloniales ont apporté les produits de leur industrie, parfois même installé des fabriques dans les zones côtières; l'artisanat local entre en*

---

<sup>1</sup> Notre mouvement publiera prochainement une étude détaillée sur la Chine et sur le mode de production asiatique.

<sup>2</sup> Lorsque nous parlons "d'Etats capitalistes souverains" c'est bien entendu au sens premier de cette expression, à savoir l'existence d'un Etat juridiquement et formellement indépendant. Nous insistons sur l'aspect formel de cette indépendance car en période de domination réelle du MPC la réelle constitution d'Etats-nation indépendants est impossible. Seuls des "Etats croupions" se constituent car le marché intérieur unitaire reste sous contrôle de l'ancienne métropole, ou bien utilisent leur "libération nationale" afin de réaliser un changement de la puissance capitaliste contrôlant ce marché.

*décadence et ses éléments se versent à l'intérieur du pays dans le travail de la terre; une paysannerie d'une misère extrême subit l'exploitation directe des chefaillons indigènes et l'exploitation indirecte du capital mondial. Là où naît une bourgeoisie industrielle et commerciale locale, elle est liée à la bourgeoisie étrangère et en dépend. Il est difficile que ce dégage un bloc contre les étrangers."*

(A. Bordiga "Orient" -Prometeo n°2- 2ème série 1951)

Le capitalisme comme en Chine et comme en Inde a été importé de toutes pièces, dans la période à cheval entre le 19<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> siècle, par les puissances capitalistes coloniales au prix d'une soumission absolue des classes dominantes locales et des Etats.

*"La politique de colonisation avancée du capitalisme n'exploite pas les peuples coloniaux simplement par le pillage des richesses comme c'était le cas au début de l'ère capitaliste mais elle bouleverse en même temps leur structure sociale, la rendent capitaliste. Cela n'a lieu bien entendu qu'en vue d'une exploitation encore plus poussée (exportation des capitaux etc.), mais a pour conséquence, ce qui certes n'est pas du tout voulu par l'impérialisme, l'amorce d'un développement bourgeois propre à l'intérieur des pays coloniaux et ce qui en est la suite idéologique fatale, le commencement de la lutte pour l'indépendance nationale."*

(G. Lukacs "Lénine" 1924 -Ed. EDI p.72)

Cette zone géopolitique a été très rapidement (contrairement à la Chine éloignée et géographiquement très protégée) une proie et un enjeu pour le développement du MPC en Europe.

Auparavant, malgré les invasions étrangères répétées (croisés, mongols, turcs, etc.) et les déchirements inévitables qui ont accompagné le basculement périodique de l'un à l'autre mode de production précapitaliste, le Moyen-Orient n'a pu échapper à l'alternance incessante du mode de production asiatique avec le mode de production féodal. Les rapports de production n'ont pas sécrété, sur place, des forces révolutionnaires capables de le briser. Cette relative arriération économique a permis entre autres que subsistent jusqu'à nos jours, à côté des arabes musulmans largement majoritaires, des communautés minoritaires d'origine paysanne ou consacrées à l'élevage tels les kurdes, les druzes ou des populations arabes commerçantes identifiables par leur adhésion au christianisme tels les maronites. Le même état de faible développement capitaliste et l'absence de véritables Etats-Nations<sup>3</sup> ont rendu difficile voir impossible la fusion,

---

<sup>3</sup> *"Au sens du matérialisme historique, la nation est donc une communauté organisée sur un territoire où c'est constitué un marché intérieur unitaire."*

(A. Bordiga "facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste" 1953)

l'assimilation aux arabes de ces minorités, créant ainsi des conflits ethniques et religieux permanents. La dernière grande unification formelle de cette zone (après celle, arabo-musulmane) fut l'oeuvre de l'empire Ottoman (de 1280 à 1920) qui, comme ses prédécesseurs su maintenir un pouvoir central par et face à un réel éclatement-féodalisation des terres qui tombaient dans les mains des notables locaux. Le principe du "timar" est exemplaire de ce fonctionnement. Il consiste en la jouissance de terres distribuées comme récompense des services rendus à l'armée en échange de taxes et prélèvements sur la production. Cette concession n'est, dans un premier temps, pas héréditaire et peut être perdue lorsque le service armé est mal accompli. Ce système reposait essentiellement et quels qu'en soient ses différentes moutures sur l'appropriation du surplus agricole et sur les tributs versés par les différents peuples conquis (cf. al jizia -tribut perçu par l'umma arabo-musulmane conquérante.).

C'est dès le 17<sup>ème</sup> siècle que l'empire ottoman commence à perdre son autonomie vis-à-vis du marché mondial des marchandises non capitalistes. L'apparition de marchands indigènes qui ont trouvé leur raison d'être dans l'échange de produits manufacturiers en provenance essentiellement d'Europe contre des produits agricoles locaux (tabac, ver à soie, agrumes...) a accéléré la désagrégation de l'unité étatique formelle et favorisé l'adoption d'un droit marchand. L'empire Ottoman ne fonctionnant plus que par inertie, n'a plus qu'à attendre que le capital industriel le cueille dans son sommeil comateux. Le tournant est précédé d'une crise financière née du gouffre budgétaire ottoman (déficit structurel des régions occidentales telles l'Anatolie et la Roumélie, alors que les provinces du Moyen-Orient assure un excédent agricole et commercial confortable). Cela se traduira en une dépréciation de la monnaie d'argent ottoman (aspre) par rapport à l'or en une baisse brutale de son cours de change.

De plus, à cette fragilité de la "Sublime porte" va s'ajouter pour la première fois une stagnation des opérations militaires qui provoquera les premières défaites, suivies à leur tour de différents traités de paix (cf. Karlowitz) entérinant son déclin. L'armée timariote qui a longtemps servi de modèle aux autres armées pour son organisation rigoureuse (développant le rôle crucial de la logistique) apparaît inadaptée face à l'artillerie et à l'infanterie disposant d'armes à feu des Habsbourg. Les défaites militaires minent aussi le corps de l'empire, ouvert et désarticulé par le commerce mondial qui le ronge lentement.

*"Dans le proche-Orient, une série de défaites militaires affaiblirent l'autorité de Constantinople sur les provinces turques, où les princes locaux cherchaient à affermir leurs positions, d'une part en abolissant les privilèges des fonctionnaires attachés au gouvernement, par exemple les collecteurs d'impôts et les possesseurs de terres administratives, d'autre part en assignant la plus grande partie de la terre à ceux qui la cultivaient. Comme en Inde, les paysans, pauvrement équipés, d'éducation et d'organisation rudimentaires, furent bientôt contraint de vendre leurs propriétés nouvellement acquises à des personnes*

*riches : d'anciens collecteurs d'impôts, des fonctionnaires civils et militaires, les cheikhs des villages, et les riches citadins appartenant de loin au gouvernement ou tout à fait détachés de lui.*

*La conséquence de ce procédé est que la propriété bureaucratique et l'absentéisme des propriétaires sont les conditions qui ont prévalu jusqu'à nos jours en Egypte, en Syrie, en Irak, au Liban et dans d'autres parties du Proche-Orient. Et, l'introduction de certaines innovations techniques alla de pair avec la perpétuation de forme de sociétés quasi hydrauliques qui n'encouragèrent guère le développement d'une bourgeoisie ou d'une classe ouvrière moderne, ni d'une paysannerie évoluée et politiquement organisée."*

(Karl Wittfogel : "Le despotisme oriental". Ed. de Minuit p.522.)

La bureaucratie se développe (pléthores de fonctionnaires du sultan, pots-de-vin pour assurer les rentrées financières, rachat de timar sans prestation de service). La crise financière contribuant à une baisse de la rentabilité de l'argent prêté, le XVII<sup>ème</sup> siècle connaît aussi un vaste exode de paysans pauvres qui se réfugient dans les villes (Istanbul avec 600000 habitants est la plus grande ville d'Europe) ou deviennent brigands. Des nombreuses révoltes ont lieu entre le 17<sup>ème</sup> et le 18<sup>ème</sup> siècle : petits commerçants et artisans contre la taxation, ouvriers agricoles contre la faim, janissaires contre la baisse de leur solde malgré que leurs privilèges et leur poids dans les décisions politiques aient augmenté.

Avec le XVIII<sup>ème</sup> siècle commence la pénétration étrangère permise par les victoires russes, autrichiennes, vénitienne dans les guerres aux marches de l'empire. Le traité de capitulation que le sultan est obligé de reconnaître ouvre la voie à la pénétration massive des marchandises occidentales. L'empire Ottoman qui contrôle les voies de communication entre l'Europe et l'Asie et le commerce du pourtour oriental de la Méditerranée est désormais directement remis en question comme interlocuteur incontournable. L'administration des provinces arabes (conquises en 1517) se faisait à partir du centre. La domination impériale sur les provinces de Damas, Tripoli, Basra avait un caractère exclusivement fiscal et militaire (perception de droits sur les activités économiques et les récoltes). Ce qui leur laissait une large autonomie politique favorisant l'émergence de forces centrifuges. La région qu'occupe l'Irak actuel constitue un cas particulier. Elle met en contact l'empire avec la dynastie Saffavide de Perse, l'obligeant à prévenir cette menace militaire permanente (illustrée par les occupations de Bagdad et de Basra) au point qu'il faudra trente ans supplémentaires (1548) pour que les ottomans contrôlent l'ensemble de l'Irak. Les mamelouks gouvernant l'Irak tirent parti de leur position de force vis-à-vis de la Perse chiite pour affirmer leur autonomie qui ira jusqu'au séparatisme fondé sur le plan économique sur la fertilité des terres arrosées par le Tigre et l'Euphrate. De 1704 à 1831 plusieurs expéditions militaires seront ainsi indispensables à l'empire ottoman pour mettre fin au règne du dernier pacha mamelouk. Cette normalisation a pour prix un affaiblissement accru sur le versant oriental alors que l'empire est contraint de se

moderniser pour subsister face à l'assaut capitaliste mené par les Etats européens. On notera à ce propos que le parallèle avec l'Egypte de Muhamed Ali dont les aspirations à l'indépendance entrent en conflit avec la sublime Porte en 1839, révèle ici aussi cette primauté des conditions géographiques à savoir une vallée fertilisée par un fleuve qui vertèbre tout le territoire. Dans ce cas toutefois l'intervention des puissances capitalistes permettra à l'Egypte d'exister en tant qu'Etat distinct (maintien d'une suzeraineté de pure forme). C'est l'ensemble de ces éléments qui exprime la fragilité de l'empire Ottoman. Par ailleurs le fait que son centre de gravité était plus en Europe Centrale qu'au Proche-Orient explique la facilité de la pénétration du capitalisme à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle.

Soumis à la pression commerciale de l'Angleterre, de la France et de la Russie, le Sultan Abdul Medjid, après avoir supprimé le corps des janissaires en 1826, lance à partir de 1839 un grand mouvement de réformes administratives et politiques, le Tanzimat, qui a pour tâche de moderniser l'empire. La tutelle européenne s'accroît avec la révolution avortée en 1876 (obtention par la petite bourgeoisie urbaine d'une constitution tout de suite supprimée) et avec la faillite financière des banques qui les oblige en 1875 à s'endetter à l'égard de l'Angleterre. La percée allemande à la fin du siècle s'opère directement en concurrence avec l'Angleterre et se localise sur l'Irak avec le chantier du Bagdadbahn (de 1881 à 1914 la part contractée avec l'Allemagne de la dette publique ottomane passe de 7.5 à 21%).

Mais, c'est clairement à la suite de la première guerre mondiale (destruction de l'empire Ottoman allié de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie) que le MP spécifiquement capitaliste pénètre massivement dans cette région -par le biais des mandats britanniques et français- et faisant main basse notamment sur les richesses pétrolières (Accords Sykes-Picot qui répartissent cette zone entre Grande-Bretagne et France en 1916, démembrement et repartage de l'empire Ottoman). Ainsi, pour l'Irak, la Grande-Bretagne s'appuyant sur la cour hachémite (1932-58) réorganisa la propriété privée de la terre en la distribuant aux cheikhs de "l'aristocratie tribale" nomade (il est à souligner que les rentes foncières atteignirent jusqu'à 80% de la production) en échange, à titre gracieux (c'est-à-dire sans le paiement d'une quelconque rente), du pétrole de Mossoul et des bases militaires de Habbaniga, de Chouïba, près de Bagdad et de Basra. Dans les années '20 le capital "étranger" des pays colonisateurs implantera l'industrie à partir de l'exploitation du pétrole. La nouvelle puissance capitaliste qui domine le monde, les Etats-Unis, pénétrera dans la région par le soutien donné à Ben Seoud tout au long des années '10 et '20 pendant son action d'unification de la péninsule arabique. La concrétisation de la "reconnaissance" de Ben Seoud envers les USA sera symbolisée par la concession de la recherche et de l'extraction de l'"or noir" de la province de Al Hasa octroyée en 1933 aux principales compagnies pétrolières américaines (constitution d'ARAMCO) et ce au détriment des britanniques. A partir de ce moment commence une idylle qui n'a toujours pas cessé entre l'Arabie Saoudite et le géant d'Outre-Atlantique.

Dans la grande tradition du capitalisme britannique, celui-ci organisa la région selon le vieux principe "diviser pour régner", se réservant les zones les plus riches, les plus gouvernables et les plus stratégiques (l'Irak, le Soudan, l'Egypte, Aden...), imposant l'implantation d'une communauté juive-européenne (noyau du futur Etat d'Israël) et laissant aux français les régions les plus instables dont le Liban et la Syrie. Ces régions à la différence de celles contrôlées par les Anglais, n'ont jamais connu de répit dans les multiples conflits de nationalités, de races, d'ethnies et de religions (maronites, chiïtes, sunnites, druzes, alaouites, turcs d'Antakieh et tribus arabes de la Djezireh, ex Mésopotamie). La Grande-Bretagne est ainsi la principale responsable à la fois de la création "artificielle" de tous les Etats de la région, de l'importation du mode de production spécifiquement capitaliste et des formes politiques les plus adéquates à celui-ci (monarchies constitutionnelles; multiples tentatives d'imposer des formes plus ou moins démocratiques comme l'Irak hachémite, "indépendant" de 1932 à 1958 ou comme le soutien indirect, dès sa création aux partis baasistes en Syrie et en Irak).

La politique britannique de morcellement de cette aire s'est achevée avec la formation de 14 Etats différents qui bordent le golfe, ce qui représente une très grande concentration d'Etats sur une si petite surface. En ce sens, les modalités "artificielles" de la constitution du Koweït ne sont pas vraiment différentes de celles qui ont présidé à la constitution de l'Irak. C'est même à cause de cela que les relations entre les 2 Etats ont toujours été difficiles et tumultueuses. Pour mémoire, il faut rappeler :

- 1) qu'en 1938-39 le conseil législatif koweïtien s'était prononcé en faveur du rattachement à l'Irak pour stopper les convoitises saoudiennes;
- 2) que des projets de fédération sont encore étudiés en 1958 lors de l'éphémère création de la fédération irako-jordanienne;
- 3) que, le 19 juin 1961, lorsque l'indépendance du Koweït est proclamée, les troupes britanniques -avec le soutien de Nasser- doivent intervenir (5000 hommes) pour la défendre. La constitution du Koweït survient seulement 3 ans après le putsch du général Kassem renversant la monarchie hachémite et créant la république irakienne (14 juillet 1958). Ce n'est donc pas cette antériorité de 3 ans qui permet à l'Irak "révolutionnaire" de prétendre à une plus grande "légitimité" que le Koweït; ces pays sont tous les deux directement issus de la politique colonialiste de la Grande-Bretagne. On notera encore la tentative d'annexion de mars '73, elle aussi vite dissuadée devant la fermeté américano-britannique.

Aux causes diplomatiques de l'instabilité de la région se sont ajoutées depuis le début du siècle les querelles sur la répartition de la rente foncière des champs pétrolifères, cette dernière est également un facteur déterminant des découpages territoriaux et de la formation des Etats. Ainsi, l'Irak est privé d'un accès adéquat à la mer. Ainsi, la zone riche en hydrocarbures (et en guerres) de Basra, Fao et du nord du Koweït est partagée entre trois Etats : le Koweït même, l'Irak et l'Iran.

Ainsi enfin, les villes de Kirkouk et Mossoul, dans le Kurdistan irakien, sont l'objet d'une répression tout particulière de la part du régime de Bagdad. C'est

seulement à partir de l'augmentation de la rente pétrolière des années '60 et '70 à un niveau jamais atteint auparavant et depuis resté inégalé, que certains secteurs de l'Etat et/ou que certaines fractions des couches moyennes et de la bourgeoisie indigène ont commencé à revendiquer bruyamment "l'autonomie nationale", la "décolonisation" etc, c'est-à-dire une part plus consistante de la rente foncière. Dans ces années là fleurissent les mouvements de libération, l'installation au pouvoir de régimes bourgeois anti-coloniaux, la poussée radicale panarabiste de l'Egypte de Nasser et les nationalisations des filiales extractives des compagnies étrangères US et autres. Pendant cette période on voit le jeune prolétariat et les paysans pauvres de ces pays suivre fidèlement leurs raïs, leurs émirs, leurs "résistants", leurs colonels etc; épuisés par la domination coloniale et trompés par leurs nouveaux maîtres. De véritables mouvements de masse accompagneront les sursauts éphémères des fractions bourgeoises assoiffées de souveraineté et de marché intérieur. Mais la logique de la compétition mondiale entre les sections nationales les plus fortes du capital mondial et les crises de 1974, '81 et '86 ramènent tout ce beau "monde nouveau" au bercail des pays dominants. Au mieux, certains pays capitalistes arabes réussiront à changer de camp sans pour cela que leur force et leur richesse augmentent d'autant. Les crises feront entre-temps leur travail, accentueront la dépendance de ces pays vis-à-vis de leur "chef" régional et plongeront les Etats, frappés au coeur de la rente pétrolière, dans une fragilité chronique.

Ainsi l'histoire capitaliste de l'Irak se confond avec celle du pétrole et du gaz, véritables motrices de son développement économique avant et après l'indépendance.

C'est dès les années 1880-85 que le Sultan Abdul Hamid veut doter l'Irak d'un chemin de fer (Bagdadbahn) dont la contrepartie offerte aux Allemands, maîtres d'oeuvre, est "l'exploitation des mines de pétrole situées des deux côtés de la voie" (Philippe Rondot. "L'Irak". PUF).

Ce sont ensuite les Anglais qui fondent la Turkish Petroleum Company en 1911 après la chute de Abdul Hamid et la liquidation des intérêts allemands.

Par sa victoire dans la première guerre mondiale sur l'Allemagne et l'empire Ottoman, la Grande-Bretagne confirme une partie de son emprise sur la région, les accords de San Remo de 1920 ratifient son rôle de quasi-monopole sur cette aire mais enregistrent aussi la pénétration américaine croissante. Une période floue de compétition aiguë recommence à la fin des années '20.

*"La guerre bouleverse non seulement la carte politique et territoriale du Proche-Orient, mais aussi le jeu des groupes d'intérêts; les Allemands sont éliminés au profit des Français; mais les Américains réclament avec force leur part. Un accord semble se réaliser en 1928 entre eux et les Britanniques."*

(A. Nouschi "Lutttes pétrolières au Proche-Orient". Flammarion. 1970 p.12).

Toute la phase qui va de la crise de 1931-32 à la fin de la deuxième guerre mondiale sera à l'enseigne d'une situation économique bloquée et de la tentative militaire de résoudre le "conflit de compétences" entre grandes puissances capitalistes.

L'après-guerre qui voit à la fois la presque disparition des anglais et la présence prépondérante des américains dans cette zone comme ailleurs, marque son véritable envol économique fondé sur le vecteur de la production pétrolière de masse.

*"En 1960, le développement des champs de Kirkouk, Aïn-Zolah, Zubair et Roumaila permet d'atteindre 80 millions de tonnes par an."*

(idem Ph Rondot.)

La révolution baasiste auto-proclamée a lieu en 1968, il s'agit en vérité d'un vulgaire coup d'Etat militaire qui a servi entre autres à éteindre des mouvements sociaux à ce moment largement étendus. Le parti baasiste, à l'instar des autres fractions nationalistes de la région, nationalise l'IPC (Irak Petroleum Company) britannique sans oublier bien sûr -crise oblige- de composer avec ces derniers en 1973 par la signature d'un accord réglant les arriérés fiscaux non payés, le prix des installations nationalisées et des dommages divers provoqués aux anciens propriétaires. En 1975, l'Irak exporte encore 100 millions de tonnes de brut, sur cette base il bâtit le secteur de la chimie de base, des engrais et d'autres produits dérivés du pétrole.

On enregistre une croissance de la production industrielle de 6 à 7% durant les décennies 60 et 70.

*"L'excroissance pétrolière -dont la part dans le P.I.B. est passée selon l'E.C.W.A. de 30% en 1970 à 53% en 1976 du fait de l'augmentation des prix du pétrole à partir de 1973 a pour contrepartie la baisse de la part de l'agriculture (de 11 à 7,6%) et de l'industrie non extractive (de 10,7% à 7,6%). Le seul moteur de la croissance est ici le pétrole, lequel induit un boom de la construction (de 3,4 à 7,7%)"*

(S.Amin. "Irak et Syrie 1960-80". Ed. de Minuit p.86.)

Il n'en va plus de même à partir des années '80. Les crises de 1981 et de 1986 cueilleront l'Irak en plein effort de guerre contre l'Iran pour lui arracher la zone frontalière de Fao, riche en hydrocarbures. Il s'agissait là de la tentative de défendre par voie militaire l'économie nationale frappée de plein fouet par les baisses considérables du prix de marché du pétrole consécutives aux deux crises mondiales citées (cf. notre brochure sur les émeutes prolétariennes au Venezuela). Le déclenchement de la guerre par l'Irak (1980 à 1988) s'inscrit pleinement dans la volonté appuyée par l'ensemble des pays industrialisés (URSS



compris) de contrôler les zones pétrolifères du Chatt al-Arab et, d'enfin acquérir un accès à la mer et en particulier à des eaux profondes.

Cependant le soutien actif des pays capitalistes centraux à l'Irak n'impliquait pas du tout une adhésion quelconque à ses objectifs. En effet tous les pays capitalistes forts étaient intéressés par l'affaiblissement de la république islamique d'Iran et par ce biais à l'extinction de l'agitation fondamentaliste islamique des plèbes affamées de la région et d'Afrique du Nord. L'"aide" étrangère s'arrêtera donc dès que l'Irak sera en passe de l'emporter et croîtra dans le cas contraire. Le résultat de cette guerre sans véritable vainqueur sera ainsi parfaitement conforme aux vœux du centre du MPC; les deux pays saignés financièrement par un long conflit, livrés au danger de l'instabilité intérieure, meurtris dans l'appareil industriel, seront encore plus à la merci de leurs anciens et nouveaux maîtres. L'annexion du Koweït sera le chant du cygne de l'Irak. Pendant ce terrible affrontement armé, la boucherie sanglante sera délimitée sur une petite superficie à l'embouchure des 2 fleuves. Et les grandes raffineries du pétrole sont les premières cibles des bombardements dans les deux camps (destruction de Basra, Fao, Abadan).

La dépendance totale du capitalisme irakien envers la production pétrolière, cause de son entrée en guerre, aggrave son "exposition" à l'égard de l'étranger du fait que des pipe-lines, hâtivement construits doivent désormais acheminer le pétrole vers les territoire en Arabie Saoudite et en Turquie. La prétendue victoire aux points n'en est pas une (occupation du Chatt-al-Arab); aucun objectif économique n'a été atteint tandis que le pays s'enfonçait dans une crise sociale qui l'obligeait à nouveau à l'action militaire (cf. la démobilisation de centaines de millions de soldats ne trouvant pas à s'intégrer dans un procès de production amoindri). Le coût de la guerre est estimé à 147 milliards de dollars pour l'Irak contre 66 pour l'Iran. Si l'on suit la logique de l'explication, les raisons de l'annexion du Koweït par l'Irak sautent aux yeux. Rappelons en les finalités :

- 1) moratoire de la portion koweïtienne de sa dette;
- 2) conquête d'un accès à la mer;
- 3) appropriation des riches champs pétrolifères;
- 4) pillage des "trésors" de l'émirat.

On peut ainsi dire que l'Irak a été acculé à la solution militaire de ses problèmes économiques car, face à une demande stagnante de brut et à une concurrence accrue au sein même de l'OPEP, toute possibilité à court terme d'extorsion supplémentaire de rente pétrolière lui était interdite et parce que toute négociation sur les délais et les montants du remboursement de la portion koweïtienne de sa dette extérieure avait été bloquée par l'émir Jaber. L'annexion du Koweït par l'Irak a été une conséquence fatale du durcissement de la compétition et de la concurrence capitalistes mondiales. Et la campagne d'Irak qui l'a suivie n'a été par conséquent qu'un épisode régional du mouvement antagonique du capital social mondial.

## Annexe :

Certains originaux de l'ultra-gauche ont cru déceler chez les américains avant l'annexion du Koweït, une volonté de pousser vers le haut le prix du pétrole, épousant ainsi les thèses irakiennes qui prônaient en cette même période un prix du baril de 21-23 dollars au lieu de 17. L'argumentation présentée se base sur l'exhumation de la vieille idéologie anti-yankee des gauchistes soixante-huitards. Selon cette "vision" les USA auraient encore la plus totale maîtrise des circuits financiers internationaux. Par conséquent les profits extraordinaires, découlant de la rente foncière accrue des gisements d'hydrocarbures, se verseraient inéluctablement dans l'industrie américaine sous forme d'investissements productifs. Toujours selon une telle fresque, un prix du pétrole plus élevé aurait permis de rouvrir les puits texans, fermés ou sous-exploités depuis des années à cause de leur coût d'extraction trop important par rapport au prix de marché. Pour ces néophytes de l'économie politique radicale, si l'Irak n'avait pas commis l'erreur fatale de l'annexion du Koweït, les USA l'auraient chaudement soutenu dans sa lutte au sein de l'OPEP contre l'Arabie Saoudite et les Emirats du Golfe et pour la remontée du prix du brut. Une semblable intention américaine, toujours d'après eux, était encore plus fondée car, si elle avait abouti, elle aurait pu permettre de décharger la crise sur le Japon et la RFA. En d'autres termes, en suivant ce fin raisonnement, si l'Irak avait respecté le "droit international", non seulement il n'aurait probablement pas été rasé comme il l'a été par la campagne militaire alliée mais il aurait maintenant à ses côtés le géant étoilé... Malheur à Saddam de n'avoir pas su s'entourer de conseillers aussi perspicaces car, s'il l'avait fait, il aurait peut-être inversé les rôles d'agresseur et d'agressé et il ne serait pas passé par une défaite politique, militaire et économique de cette nature. Ce type d'"explication", mis à part son caractère manifestement ridicule a posteriori, est le fruit d'une incompréhension profonde du cycle et du mouvement du capital. Pour différentes raisons. Enumérons-les : Premièrement, parce qu'elle nie implicitement l'existence actuelle d'une crise périodique générale de la valorisation du capital total. A ce stade celle-ci prend la forme d'un excès de capital monétaire hors du procès de production parce qu'empêché de se valoriser à un taux suffisant en tant que capital productif. La manifestation superficielle de ce phénomène est la pénurie du crédit et la baisse des investissements en capital fixe. L'argent des émirs, du régime Baas ou de qui que ce soit, n'est pas indépendant d'une telle détermination et dans la situation présente -même s'il était disponible en abondance grâce à une rente pétrolière plus importante- il ne serait pas plus disponible pour l'industrie américaine que celui d'un quelconque financier de partout ailleurs. Deuxièmement, parce que cette explication se berce dans l'ignorance la plus crasse des mutations profondes que le marché mondial capitaliste et la division internationale du travail ont enregistré depuis la deuxième

moitié des années '60. En effet depuis ce moment-là, on assiste à une montée en puissance économique lente mais inexorable du Japon et de la RFA, au point d'acculer les Etats-Unis dans une position globalement défensive<sup>4</sup>. Ces deux pays, non seulement sont aujourd'hui de grands exportateurs de capitaux et de marchandises mais, et ceci procède de cela, sont des puissants aimants de capitaux étrangers, et pourquoi pas, de capitaux d'autres pays producteurs de pétrole. Le dollar et le trésor américain ne sont plus respectivement le seul moyen de paiement international et le centre unique de la politique monétaire mondiale. Troisièmement parce qu'elle recèle une méconnaissance totale de l'industrie américaine et de sa répartition sectorielle. S'il est vrai que le pétrole existe aux Etats-Unis et qu'une branche extractive est bel et bien présente, son poids relatif sur l'ensemble des industries est infime -moins de 20 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour l'année '90 sur un total de 2304<sup>5</sup>- et son taux de couverture de la consommation interne est seulement de 0.55 points -en '89 la production interne de brut a été de 425000 tonnes alors que la consommation s'est élevée à 770000 tonnes<sup>6</sup>. Le poids et la capacité d'influence de la branche extractive du pétrole ne sont donc pas de nature à justifier une orientation globale, politique, diplomatique et militaire, du comité d'affaires de la bourgeoisie américaine qui soit plus favorable à celle-ci qu'aux autres secteurs de l'industrie nécessitant, eux, des prix des matières premières et auxiliaires faibles. Mais lorsque nos investigateurs de faits économiques cachés parlent de branche pétrolière de l'industrie américaine, ils se réfèrent peut-être à celui du raffinage<sup>7</sup>? Ont-ils en tête les bénéfices faramineux que les grandes compagnies US de raffinage ont réalisés durant la crise du Golfe pour oser affirmer que les Etats-Unis voulaient la hausse du prix du baril?

Pensent-ils que ces bénéfices ont été obtenu grâce à un prix du brut plus soutenu? S'ils pensent cela, ils montrent ne pas avoir compris que raffinage et extraction du pétrole sont deux activités dont la relation au prix du brut est symétrique.

*"Quand le prix du pétrole brut baisse, les produits sortant des raffineries s'en trouvent valorisés de façon mécanique"*

(La Tribune 24/04/91 p.10)

---

<sup>4</sup> Alors qu'à la veille de la crise de '74 les États-Unis représentaient environ 40% du capital mondial, aujourd'hui, leur quote-part a fondu de moitié; elle équivaut à celle du Japon et de la RFA réunis, c'est-à-dire 20% du total.

<sup>5</sup> Fortune International n°8 22/04/91 p.156

<sup>6</sup> Oil and Gaz Information 87-89 -OCDE 1990

<sup>7</sup> *"Le raffinage dégage un chiffre d'affaires en '90 de 425 milliards de dollars sur un total de l'industrie américaine de 2304, c'est-à-dire 18.4% de la valeur totale réalisée par le capital productif US en '90"*

(source: Fortune internationale n°8 22/04/91 p.156)

En effet, dans l'extraction le brut constitue le produit fini, la marchandise qui incarne le capital productif total de la branche et donc l'augmentation de son prix de marché et de la demande est génératrice automatique d'extra-profits. Alors que dans le raffinage, le pétrole brut rentre comme matière première et auxiliaire. Ainsi l'augmentation de son prix de marché fait croître les coûts de production des produits raffinés sans que cela se traduise en une plus-value et un profit plus importants. Les compagnies pétrolière US sont aujourd'hui pour moitié de leur chiffre d'affaires des sociétés de raffinage.

*"Les résultats de Mobil, seconde compagnie pétrolière américaine sont très parlant à cet égard...sur un bénéfice net pour le premier trimestre '91 de 710 millions de dollars...442 viennent des activités de raffinage hors Etat-Unis et du gaz naturel..."*

(La Tribune idem)

Et leurs bénéfices augmentent encore aujourd'hui parce que le prix du baril a baissé.

*"La crise du Golfe et l'augmentation du prix du baril jusqu'à 40 dollars avaient fait flamber les résultats '90 des pétroliers américains (dans une fourchette allant de 7% à 43%) dans leurs activités amont, c'est-à-dire l'exploitation et la production du brut.*

*Aujourd'hui, c'est l'aval qui prend le relais. Les bénéfices des activités de raffinage et de distribution des produits pétroliers ont plus que compensé la baisse des profits de l'amont, qui a suivi celle des prix du brut enregistrée lors de l'entrée en guerre dans le Golfe."*

(La Tribune idem)

La morphologie du secteur pétrolier américain est aujourd'hui ainsi faite que les majors peuvent valoriser leur capital dans des conditions aussi disparates que celle d'une hausse importante ou d'une baisse tout aussi importante du prix du baril... Du bienfait de la diversification productive... En un mot et pour conclure chers Sherlock Holmes de l'ultra-gauche, avant de construire vos maisons de rêve, faites un tour dans le bas monde "aride" des chiffres et de la critique scientifique de l'économie politique.

*"On doit savoir combiner le langage glacé des statistiques avec la volonté passionnée de violence révolutionnaire"*

(Trotsky. "Protokoll der III. Kongresses der Kommunistischen Internationale" 1921)